



CHAPITRE 193

Loi modifiant la charte de La Communauté des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal (communément appelées Soeurs grises)

[Sanctionnée le 18 décembre 1959]

Préambule.

ATTENDU que La Communauté des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal (communément appelées Soeurs grises) a, par sa pétition, représenté:

1° Qu'il apparaît opportun de changer de nom;

2° Que depuis sa constitution en corporation par la loi 5 George V, chapitre 144, ladite communauté a constaté que ses pouvoirs pour la réalisation de ses oeuvres ne sont pas suffisants;

3° Qu'il apparaît opportun de définir et de changer certains pouvoirs;

4° Qu'il est nécessaire, actuellement, de constituer en corporation certaines maisons appartenant à la communauté;

5° Qu'il est également opportun de régler une situation qui a été créée par la modification canonique de la congrégation des Soeurs grises de Nicolet, dont la corporation civile porte le nom de l'Hôtel-Dieu de Nicolet;

6° Qu'en vertu du testament de mademoiselle Clémence Sabatté, en date du 24 novembre 1858, devant Me E. Lafontaine, notaire, la communauté a hérité du surplus de tous les biens meubles et immeubles appartenant à mademoiselle Clémence Sabatté, à titre de légataire universelle, en pleine propriété, à la condition expresse:

"d'établir dans le village de Bassin de Chambly une maison de charité suivant

CHAPTER 193

An Act to amend the charter of La Communauté des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal (commonly called the Grey Nuns)

[Assented to, the 18th of December, 1959]

Preamble.

WHEREAS La Communauté des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal (commonly called the Grey Nuns) has, by its petition, represented:

1. That it appears opportune to change its name;

2. That since its incorporation by the act 5 George V, chapter 144, the said community has found that its powers for the carrying out of its works are not sufficient;

3. That it appears opportune to define and change certain powers;

4. That it is presently necessary to incorporate certain houses belonging to the community;

5. That it is also expedient to regulate a situation that has been created by the canonical modification of the congregation of the Grey Nuns of Nicolet, whose civil corporation bears the name of l'Hôtel-Dieu de Nicolet;

6. That under the will of Miss Clémence Sabatté, dated the 24th of November, 1858, before E. Lafontaine, notary, the community inherited the residue of all the moveable and immoveable property belonging to Miss Clémence Sabatté, as universal legatee, in full ownership, subject to the express condition:

"d'établir dans le village de Bassin de Chambly une maison de charité suivant les

les règles de leur communauté et de la supporter et entretenir, avec l'obligation de faire assurer les bâtisses qui se trouveront construites sur les immeubles donnés par le legs universel, au montant des deux tiers de leur valeur et avec défense expresse de vendre ou aliéner les immeubles donnés par ladite demoiselle testatrice.”;

7° Que parmi les biens immeubles laissés par la donatrice, se trouvait le lot numéro 74 aux plan et livre de renvoi officiels du village du Bassin de Chambly sur lequel la communauté a établi une maison de charité, conformément aux termes dudit testament de mademoiselle Sabatté;

8° Que l'oeuvre que la communauté avait établie sur ledit immeuble selon les termes du testament n'est plus viable et que les charges de la donation quant audit immeuble sont devenues désuètes et intenable;

Attendu qu'il contient de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la loi 5 George V, chapitre 144, est remplacé par le suivant:

“**1.** Les Soeurs Grises de Montréal forme sous ce nom une corporation ayant succession perpétuelle; elle pourra avoir un sceau commun pouvant être changé, altéré et renouvelé de temps à autre à son gré; et pourra également sous ce nom ester en justice, de même que tout corps public et toutes autres personnes peuvent légalement le faire.”

2. L'article 5 de la loi 5 George V, chapitre 144, est remplacé par le suivant:

“**5.** La communauté “Les Soeurs Grises de Montréal” aura le pouvoir d'acheter, acquérir, posséder, détenir, avoir, accepter, recevoir, pour les besoins et les objets de la communauté, des terres, tenements, héritages, rentes constituées et autres, et généralement tous biens mobiliers et immobiliers quelconques, en fidéicommis ou autrement, soit par achat,

règles de leur communauté et de la supporter et entretenir, avec l'obligation de faire assurer les bâtisses qui se trouveront construites sur les immeubles donnés par le legs universel, au montant des deux tiers de leur valeur et avec défense expresse de vendre ou aliéner les immeubles donnés par ladite demoiselle testatrice.”;

7. That among the immoveable property left by the donatrix was lot number 74 of the official plan and book of reference of the village of Chambly Basin on which the community has established a charitable institution, pursuant to the terms of the will of the said Miss Sabatté;

8. That the institution which the community established on said immoveable in accordance with the terms of the will is no longer fit for use and the charges of the gift as to the said immoveable have become obsolete and impracticable;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 1 of the act 5 George V, 1915, chapter 144, is replaced by the following: 1915, c. 144, s. 1, replaced.

“**1.** The Grey Nuns of Montreal shall be under such name a corporation with perpetual succession; it may have a common seal, which it may change, alter and renew from time to time at will, and may also appear before the courts as any other public body and as any other persons may lawfully do.” Succession, etc.

2. Section 5 of the act 5 George V, 1915, chapter 144, is replaced by the following: 1915, c. 144, s. 5, replaced.

“**5.** The community of “The Grey Nuns of Montreal” shall have power to purchase, acquire, possess, hold, have, accept, receive for the needs and objects of the community, lands, tenements, hereditaments, constituted and other rents and generally all moveables and immoveables whatsoever, in trust or otherwise, either by purchase, gift, legacy, donation Corporate powers.”

1915, c. 144, s. 1, remp. Succes-sion, etc.

1915, c. 144, s. 5, remp. Pouvoirs corpora-tifs.

donation, legs, dons ou autrement, et elle pourra les vendre, aliéner, hypothéquer, céder, louer, transporter, échanger ou en disposer autrement, à quelque titre que ce soit; et, en général, exercer les droits des corporations civiles et tous les pouvoirs qui peuvent aider à la réalisation de ses objets ou servir à la mise en oeuvre de ses moyens d'action et à l'exécution de ses entreprises.

Valeur des
immeu-
bles.

La valeur des immeubles que la communauté possède et possédera et qui seront occupés par elle-même pour les besoins des divers établissements qu'elle a actuellement ou qu'elle pourra fonder à l'avenir ne sera limitée en aucune façon. Quant aux immeubles qu'elle possédera, mais qu'elle n'occupera pas elle-même pour ses besoins, la valeur de ces immeubles qu'elle pourra posséder est limitée de la façon suivante: le revenu net annuel de ces immeubles ne devra pas dépasser la somme de trois cent mille dollars pour les immeubles qu'ils dépendent de l'établissement principal ou des succursales, et de vingt-cinq mille dollars pour ceux dépendant de chaque succursale.

Acquisi-
tion.

Dans le cas où ladite communauté acquerrait par legs, donation ou autrement quelques propriétés immobilières en sus de ce qu'elle est autorisée à posséder, ladite acquisition ne sera pas nulle à raison de ce fait, mais ladite communauté sera tenue, dans les dix ans à compter de la prise de possession desdites propriétés, de vendre ou aliéner celles-ci ou quelques autres de ses propriétés, de manière à ne pas dépasser la quantité ci-dessus spécifiée."

1915,
c. 144,
a. 6,
remp.

Emprunts
et
émission
d'obliga-
tions.

3. L'article 6 de ladite loi 5 George V, chapitre 144, est remplacé par le suivant:

"6. Ladite communauté, en sus des pouvoirs accordés par la loi à toutes corporations, aura le pouvoir de faire tous emprunts qu'elle jugera utiles; d'émettre des obligations (débentures), des billets, traites, chèques et autres effets négociables; d'hypothéquer, mettre en gage, donner en nantissement en tout ou en partie, pour garantir ces emprunts,

or otherwise; and, it may sell, alienate, hypothecate, cede, lease, transfer exchange or otherwise dispose of the same under and title whatsoever; and generally, exercise the rights of civil corporations and all powers calculated to further the attainment of its objects or the carrying out of its activities and the execution of its undertakings.

The value of the immoveables which the community holds and shall hold and which its shall itself occupy for the requirements of the various establishments which it now has or it may found hereafter shall not be limited in any way. As to the immoveables which it shall hold, but shall not occupy for its own requirements, the value of such immoveables which it may hold is limited as follows: the net annual revenue shall not exceed the sum of three hundred thousand dollars in the case of immoveables whether they depend of the main establishment or of branches, and twenty-five thousand dollars in the case of those which are dependencies of each branch.

Value of
immove-
ables.

In the event of the said community acquiring by legacy, gift or otherwise, any immoveable property over and above what it is authorized to hold, such acquisition shall not be null on that account, but the said community shall be bound, within ten years from the coming into possession of the said property, to sell or alienate the same or any other of its properties so as not to exceed the amount above specified."

Acquisi-
tion.

3. Section 6 of the said act 5 George V, chapter 144, is replaced by the following:

"6. The said community, in addition to the powers granted by law to all corporations, shall have power to effect such loans as it may deem advisable, to issue bonds, notes, drafts, cheques and other negotiable securities; to hypothecate, pledge, wholly or partly, as guarantee for such loans, its moveable and immoveable property [present and future] and generally

1915,
c. 144,
s. 6,
replaced.
Loans and
issue of
bonds.

ses biens meubles et immeubles, présents et futurs, et généralement jouir, pour les fins ci-dessus, de la plénitude des droits civils."

for the purposes aforesaid to enjoy civil rights in all their fulness."

1915,
c. 144,
a. 7, am.

4. L'article 7 de ladite loi 5 George V, chapitre 144, est modifié en ajoutant à la fin l'alinéa suivant:

Établisse-
ment
de cer-
taines
institu-
tions, etc.

"Elle aura aussi le droit d'établir des écoles d'infirmiers ou d'infirmières, donnant le cours régulier; des écoles de garde-malades auxiliaires, d'aides garde-malades, des écoles de garde-bébés ou de puériculture, des écoles de techniciens, des instituts familiaux, des écoles normales, ou autres institutions semblables, et à ces fins avoir des écoles d'enseignement post-gradué; et accorder des diplômes ou certificats de compétence, non contraires aux lois de la province."

4. Section 7 of the said act 5 George V, chapter 144, is amended by adding at the end the following paragraph:

1915,
c. 144,
s. 7 am.

"It shall also have the power to establish schools for male or female nurses, giving the regular course; schools for trained attendants, nurses assistants, baby-nurses or child welfare, schools for technicians, family institutes, normal schools or other similar institutions, and for such purposes to conduct schools for post-graduate training; and to grant diplomas or certificates of qualification, not contrary to the laws of the province."

Establish-
ment of
certain
institu-
tions.

1915,
c. 144,
aa. 13 à
18, aj.

5. La loi 5 George V, chapitre 144, est modifiée en insérant avant l'article 12, qui devient l'article 19, les articles suivants:

5. The act 5 George V, chapter 144, is amended by inserting before section 12, which becomes section 19, the following sections:

1915,
c. 144,
ss. 13 to
18, added.

"Commu-
nauté".

"**13.** Dans la présente loi, le mot "communauté" désigne "Les Soeurs Grises de Montréal".

"**13.** In this act, the word "community" designates "The Grey Nuns of Montreal".

"Commu-
nity."

Conven-
tions.

"**14.** Tout membre de la communauté peut mettre ses activités au service de cette dernière et en arrêter par convention les conditions, et une telle convention produit ses effets nonobstant toute loi à ce contraire, tant et aussi longtemps que le membre fait partie de la communauté.

"**14.** Any member of the community may engage her activities in the service of the latter and determine by agreement the conditions thereof, and such agreement shall have effect notwithstanding any law to the contrary, as long as such person remains a member of the community.

Agree-
ments.

Actes
prohibés.

"**15.** Aucun membre de la communauté ne peut en demander la dissolution; il ne peut non plus réclamer de la communauté, ou de toute maison où il aura travaillé, même s'il cesse d'en être membre, de compensation pour le travail accompli au service de l'une ou de l'autre.

"**15.** No member of the community can demand its dissolution or claim from it or from any house where she has worked, even if she ceases to be a member of the community, any compensation for work done while she was a member of either.

Actions
prohi-
bited.

Donations
autorisées.

"**16.** Nonobstant toute disposition contraire ou incompatible, les corporations constituées en vertu des lois de la province sont autorisées à consentir et à faire à la communauté ou à toute corporation constituée en vertu de la présente loi les donations qu'elles jugent convenables, et à en acquitter les considérations, et ce par résolution adoptée à la majorité

"**16.** Notwithstanding any contrary or incompatible provision, corporations constituted under the laws of the province are authorized to grant and to make to the community or to any corporation constituted under this act, such gifts as they deem expedient and to pay the considerations thereof, and this by resolution passed by a majority of the direc-

Grants
author-
ized.

des administrateurs alors présents à une assemblée convoquée à cette fin, pourvu qu'il y ait quorum.

tors then present at a meeting called for the purpose, provided that there be a quorum at such meeting.

Corporations autorisées.

"17. Le lieutenant-gouverneur, à la requête de la communauté, peut émettre sous le grand sceau de la province des lettres patentes constituant en corporation, pour l'une ou plusieurs des fins ou objets de la communauté, avec les droits, pouvoirs et privilèges mentionnés dans la requête, et aux conditions y énoncées, toute maison, province, conseil, comité, titulaire, organisme ou oeuvre de ladite communauté; un avis de l'émission de telles lettres patentes doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

"17. The Lieutenant-Governor, upon petition by the community, may issue letters patent under the Great Seal of the Province incorporating, for one or more of the purposes or objects of the community, with the rights, powers and privileges mentioned in the petition and on the conditions therein mentioned, any house, province, council, committee, officer, board or undertaking of the said community; notice of the issuing of such letters patent shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Corporation authorized.

Avis.

Requête.

La requête doit établir le nom, la ou les fins ou objets de la corporation, son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges de la communauté dont elle jouira, les règles pour l'exercice de ses pouvoirs et pour la désignation de son membre ou, selon le cas, de ses membres et de ses administrateurs.

The petition shall state the name, object or objects of the corporation, its corporate seat, the powers, rights and privileges of the community which it is to possess, the rules for the exercise of its powers and for the appointment of its member or members, as the case may be, and of its members and administrators.

Notice.

Petition.

Modifications.

Le lieutenant-gouverneur, à la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article, autorisée par la supérieure générale de la communauté et son conseil, peut, par lettres patentes supplémentaires, modifier le nom corporatif et le siège social, les fins et pouvoirs de telle corporation, ainsi que les règles établies pour leur exercice; avis de l'émission de ces lettres patentes est aussi publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

The Lieutenant-Governor, upon the petition of a corporation incorporated under this section and authorized by the superior general of the community and its council, may by supplementary letters patent, alter the corporate name and the corporate seat, the objects and powers of such corporation as well as the rules established for exercising the same; notice of the issuing of such letters patent shall also be published in the *Quebec Official Gazette*.

Alterations.

Avis.

Dissolution.

Le secrétaire de la province, à la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article, autorisée par la supérieure générale de la communauté et son conseil, peut déclarer telle corporation dissoute; cette dissolution ne prend effet qu'à compter du sixantième jour de la publication d'un avis à telle fin dans la *Gazette officielle de Québec*. Au cas de dissolution, les biens de telle corporation sont dévolus à la communauté.

The Provincial Secretary, upon the petition of a corporation incorporated under this section and authorized by the superior general of the community and its council, may declare such corporation dissolved; such dissolution shall take effect only from the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*. In case of dissolution, the property of such corporation shall revert to the community.

Notice.

Dissolution.

Succèsion.

"18. Le lieutenant-gouverneur, à la requête de ladite communauté, peut, par les lettres patentes constituant une corporation sous le régime de l'article précédent, décréter que telle corporation succède à une corporation alors existante, et déclarer cette dernière éteinte, pourvu

"18. The Lieutenant-Governor, upon petition by the said community, may by the letters patent incorporating a corporation under the preceding section, order that such corporation succeeds a corporation existing at such time and declare the latter dissolved, provided the latter

Succes-sion.

que cette dernière y ait consenti par son ou ses administrateurs, ou ses membres selon le cas.

Succes-
sion.

Le lieutenant-gouverneur, à la requête d'une corporation constituée sous le régime de l'article précédent, approuvée par la communauté, peut décréter une même disposition en faveur de la corporation requérante et la faire succéder à une semblable corporation qui y a donné son assentiment par son ou ses administrateurs, ou ses membres selon le cas.

Droits,
etc.,
trans-
portés.

De la date d'émission de telles lettres patentes, la corporation qui succède à la corporation éteinte est saisie de tous ses droits, biens et privilèges et est tenue de ses obligations.

Décla-
ration
enregis-
trée.

La corporation qui succède doit faire enregistrer, suivant les lois d'enregistrement, aux bureaux de la situation des immeubles, une déclaration faisant connaître la transmission d'immeubles résultant de la présente loi et les dispositions de ses lettres patentes et décrivant suivant la loi les immeubles ainsi transmis."

Valida-
tion.

6. Les biens acquis, les actes faits, les contrats passés, les engagements pris et les transactions faites par l'Hôtel-Dieu de Nicolet (constitué et régi par la loi 50 Victoria, chapitre XXXI et ses amendements 12 George VI, chapitre 84), depuis 1940 jusqu'à la date de la sanction de la présente loi, l'ont été aussi valablement que si la corporation avait agi par un conseil régulièrement en fonction.

Corpo-
ration
rempla-
cée.

7. La loi 50 Victoria, chapitre XXXI et ses amendements par la loi 12 George VI, chapitre 84 sont abrogés, et la corporation dite Hôtel-Dieu de Nicolet, constituée par ladite loi abrogée, est dissoute, et la communauté succède à ladite corporation de l'Hôtel-Dieu de Nicolet, est saisie et déclarée propriétaire des biens détenus par cette dernière et est tenue de ses dettes et obligations; et toute disposition de biens faite en faveur de la corporation éteinte est considérée faite à la communauté, et toutes procédures qui auraient pu être commencées par ou contre telle corporation éteinte peuvent être

has agreed thereto by its administrator or administrators or its members as the case may be.

The Lieutenant-Governor, upon petition by a corporation incorporated under the preceding section, approved by the community, may make the same provision in favor of the petitioning corporation and cause it to succeed a similar corporation which has agreed thereto by its administrator or administrators or its members as the case may be.

Succes-
sion.

From the date of issuing of such letters patent, the corporation succeeding the corporation dissolved shall be vested with all its rights, property and privileges and shall be bound by its obligations.

Rights,
etc.,
trans-
ferred.

The succeeding corporation shall cause to be registered, in conformity with the laws of registration, at the registry offices of the places where the immovables are situated, a declaration showing the transfer of immovables made under this act and the provisions of its letters patent and describing, according to law, the immovables so transferred."

Declara-
tion re-
gistered.

6. The property acquired, the deeds and contracts made, the engagements incurred and the transactions carried out by l'Hôtel-Dieu de Nicolet (incorporated and governed by the act 50 Victoria, chapter XXXI and its amendments 12 George VI, chapter 84), from 1940 to the date of the sanction of this act, have been as valid as if the corporation had acted through a board regularly in office.

Valida-
tion.

7. The act 50 Victoria, chapter XXXI and the amendments thereto by the act 12 George VI, chapter 84, are repealed, and the corporation called Hôtel-Dieu de Nicolet, constituted by the said repealed act, is dissolved, and the community succeeds the said corporation of the Hôtel-Dieu de Nicolet, is seized and declared owner of the property held by the latter and is responsible for its debts and obligations; and all disposals of property made in favour of the dissolved corporation shall be considered as made to the community, and all proceedings which might have been commenced by or against such

Corpo-
ration
substi-
tuted.

valablement commencées ou continuées par ou contre la communauté.

dissolved corporation may be validly commenced or continued by or against the community.

Déclaration enregistree.

La communauté doit faire enregistrer suivant les lois d'enregistrement aux bureaux d'enregistrement de la situation des immeubles, une déclaration alléguant la transmission de biens résultant de la présente loi et décrivant suivant la loi les immeubles ainsi transportés.

The corporation shall cause to be registered, in conformity with the laws respecting registration, in the registry offices of the localities where the immovables are situated, a declaration setting forth the transmission of property resulting from this act and describing, according to law, the immovables so transmitted.

Déclaration enregistrée.

Charges et obligations éteintes.

8. La communauté est libérée des charges et obligations d'établir dans le village du Bassin de Chambly, une maison de charité, suivant les règles de la communauté, tel que mentionné à l'article 16, paragraphe premier du testament de mademoiselle Sabatté, en date du 24 novembre 1858, devant Me E. Lafontaine, notaire, qu'elle avait assumées en acceptant le legs résiduaire en vertu dudit testament.

8. The community is freed from the charges and obligations to establish a charitable institution in the village of Chambly-Bassin, in accordance with the rules of the community, as mentioned in the first paragraph of article 16 of the will of Miss Sabatté, dated the 24th of November, 1858, before E. Lafontaine, notary, which it assumed in accepting the residuary legacy under the said will.

Charges obligations éteintes.

Droit d'aliéner immeubles.

9. La communauté est autorisée à disposer, en faveur de l'Évêque Catholique Romain de Saint-Jean de Québec, de l'immeuble qui faisait l'objet du legs fait par mademoiselle Sabatté, et de lui consentir un titre de propriété absolu et définitif, libre de toutes les charges, conditions et restrictions mentionnées audit testament, moyennant la considération fixée entre les parties.

9. The community is authorized to make over to the Roman Catholic Bishop of St. John's, Quebec, the immovable that was the object of the legacy bequeathed by Miss Sabatté, and to grant him an absolute and definitive title of ownership, free from all the charges, conditions and restrictions mentioned in said will, for such consideration as the parties shall determine.

Droit to alienate immovables.

Immeuble désigné.

10. Cet acte portera sur l'immeuble connu et désigné actuellement comme étant le lot numéro 74 aux plan et livre de renvoi officiels du village du Bassin de Chambly, et les bâtisses y érigées, moins les parties qui ont été expropriées.

10. This act shall apply to the immovable now known and designated as being lot number 74 of the official plan and book of reference of the village of Chambly-Bassin, and the buildings thereon erected, less the parts which have been expropriated.

Immeuble désigné.

Entrée en vigueur.

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

11. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.